

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales

Réf : DCPI-BPE/DR

**Arrêté préfectoral imposant à la société PEIGNAGE DUMORTIER
des prescriptions complémentaires relatives la poursuite d'exploitation
de son établissement situé à TOURCOING**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les livres I, II et V ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret n° 2018-704 du 3 août 2018 modifiant la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 février 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 avril 2025 accordant l'autorisation environnementale à la société PEIGNAGE DUMORTIER pour l'exploitation d'une activité de préparation des fibres naturelles, synthétiques et artificielles par procédé de cardage, peignage et convertissage, sur le territoire de la commune de TOURCOING ;

Vu le porter à connaissance du 23 avril 2025 présentée par la société PEIGNAGE DUMORTIER, dont le siège social situé 94 rue de l'amiral Courbet 59200 TOURCOING, en vue de modifications pour son établissement situé 248 rue du général Drouot 59200 TOURCOING ;

Vu l'avis du 19 mai 2025 du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du Nord ;

Vu le rapport du 19 juin 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 21 juillet 2025 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

1. le dossier déposé fait apparaître que les nuisances et dangers générés par le projet de modifications de l'exploitant sont peu significatifs ;
2. les modifications peuvent être considérées comme notables mais non substantielles ;
3. les modifications décrites dans le dossier de porter à connaissance susvisé rendent nécessaire la fixation de prescriptions complémentaires encadrant le fonctionnement de l'établissement de TOURCOING ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société PEIGNAGE DUMORTIER ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 94 rue de l'Amiral Courbet 59200 TOURCOING est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations situées au 248 rue du Général Drouot 59200 TOURCOING, sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs modifiées et complétées par celles du présent arrêté et de ses annexes.

Article 2 – Information

Le présent arrêté est délivré sans préjudice des dispositions du code du travail, notamment celles relatives à l'hygiène et la sécurité des travailleurs. Tous renseignements utiles sur l'application de ces règlements peuvent être obtenus auprès de l'inspecteur du travail.

Article 3 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 4 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20 003 – 59 039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Grande Arche de la Défense – 92 055 LA DÉFENSE Cedex.

Le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet des éventuels recours gracieux ou hiérarchique.

En outre, cet arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de LILLE conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement par :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de **deux mois** à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié, ou dans le délai de deux mois suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou suivant la naissance d'une décision implicite née du silence gardé pendant deux mois par l'administration ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de **deux mois** à compter de :

- a) l'affichage en mairie ;
- b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62 039, 59 014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 5 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de TOURCOING ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de TOURCOING et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2025>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le **18 AOUT 2025**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO



P.J : Prescriptions techniques

Annexe 1 : Prescriptions techniques

Annexe 2 : Limites ICPE

Annexe 3 : Plan de répartition des activités

Annexe 4 : Plan de localisation des points de mesure des émissions sonores

Annexe 5 : Plan de localisation des aires de mise en station des moyens aériens

Guillaume AFONSO

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société PEIGNAGE DUMORTIER (SIRET 885 581 702 00010); dont le siège social est situé 94 rue de l'amiral Courbet 59200 TOURCOING est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de TOURCOING, 248 rue du Général Drouot, les installations détaillées dans les articles suivants.

1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles	Lieux-dits	Surface totale du site
TOURCOING	AY 564 AY 720	248 rue du général Drouot	37963 m ²

La surface totale du site se compose de :

- surfaces au sol bâties : 24 000 m² ;
- surfaces voiries : 11 263 m² ;
- surfaces en espaces verts : 2400 m² ;
- bassin de tamponnement : 300 m².

Le plan délimitant l'installation classée pour l'environnement est joint en annexe 2.

1.1.3 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

À l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 7 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE listées au 1.2 ci-dessous.

1.2 Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2311-1	Fibres d'origine végétale, cocons de vers à soie, fibres artificielles ou synthétiques (traitement de, par battage, cardage, lavage, etc.). La quantité de fibres susceptibles d'être traitées étant : 1. Supérieure à 5 t/j : A 2. Supérieure à 500 kg/j mais inférieure ou égale à 5 t/j : D	Préparation des fibres naturelles, synthétiques et artificielles par procédé de cardage, peignage et convertissage	42 t/jour	A
1510-2-c	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : 1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39. a de l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement : A 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : a) Supérieur ou égal à 900 000 m ³ : A b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³ : E c) Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³ : DC	Stockage en masse de matières premières et produits finis (4800 balles de fibres naturelles ou synthétiques) 2120 tonnes dans la cellule dédiée au stockage. Volume cellule : 26 000 m ³	1921 tonnes	DC
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW E 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW DC	2 chaudières gaz naturel de puissance unitaire 2 MW dont 1 en secours (les 2 chaudières ont été déclarées le 10/02/2007 et on fait l'objet d'un changement d'exploitant au profit de Peignage Dumortier le 3/05/2024)	Puissance totale : 4MW	DC

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, incluant l'étude de danger de référence¹.

1.4 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage de type activité, compatible avec les usages prévus par les documents d'urbanisme existants ; cet usage pourra comprendre des usages industriels ou tertiaires au sens du décret n°2022-1588 du 19 décembre 2022.

1.5 Consistance des installations

L'établissement comprenant l'ensemble des installations (annexe 3), est organisé de la façon suivante :

- un bâtiment de production constitué du hall A de 3645m² de superficie, du hall B de 5463m² de superficie et du hall C de 3870m² de superficie ;
- un bâtiment constitué d'une partie production située dans le hall D de 5119m² de superficie et d'une cellule de stockage de 2951 m² dont une bande de 7 m neutralisée au stockage (d'une surface de 527m²) ;
- une zone centrale constituée de bureaux et d'un laboratoire de recherche et développement ;
- deux unités de traitement des poussières constituées de 2 dépoussiéreurs.

1.6 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et la dernière version de l'étude de dangers ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

¹ l'étude de dangers de référence est la dernière étude de dangers complète (éventuellement mise à jour via une notice de réexamen) qui a fait l'objet d'un avis de l'inspection des installations classées. Si l'étude de dangers est découpée en plusieurs parties, la notion d'étude de dangers « de référence » s'applique indépendamment à chacune des parties

1.7 Rapport d'incident ou d'accident

En complément des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, un premier rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. Il inclut la chronologie de l'évènement, les premières causes identifiées, les effets sur les personnes et l'environnement (niveaux d'émissions) et le plan d'actions court-terme.

Ce rapport est complété dans les trois mois suivant l'incident/accident : il comporte notamment l'analyse des causes profondes et – pour les incidents dont la criticité dépasse le seuil correspondant fixé dans la procédure d'enquête et analyse des incidents de l'exploitant – la modélisation de cette analyse avec arbre des causes, la cotation échelle BARPI ainsi que les enseignements tirés et le plan d'action à plus long terme.

1.8 Arrêtés applicables

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous quand elles ne sont pas modifiées par les prescriptions du présent acte :

Dates	Textes
04/10/10	Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
11/04/17	Arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion
28/07/03	Arrêté du 28 juillet 2003 relatif aux conditions d'installation des matériels électriques dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter
29/09/05	Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
02/02/98	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
03/08/18	Arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910
02/10/09	Arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
22/02/22	Avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement
20/11/17	Arrêté ministériel relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pressions simples

2 PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) éventuellement à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée ci-dessous.

2.1 Conception des installations

2.1.1 Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques / traitement
N° 1	Dépoussiéreur	/	/	2 Unités de captage et de traitement d'air
N°2	2 Chaudières	4 MW (2 MW unitaire)	Gaz naturel	Chaudière 2 utilisée en secours

2.1.2 Conditions générales de rejet

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
N°1	15	1	2*60000	8
N°2	12	0,5	2500	5

2.2 Limitation des rejets

2.2.1 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

2.2.1.1 Émissions canalisées

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Conduit n°1 : Dépoussiéreur

Paramètre	Concentration en mg/Nm ³	Flux horaire (g/h)	Flux annuel (kg/an)
Poussières	5	600	5256

Conduit n°2 : chaudières

Paramètre	Concentration en mg/Nm ³	Flux horaire (g/h)	Flux annuel (kg/an)
Concentration en O ₂ de référence (%)	3		
NO _x en équivalent NO ₂	100	225	972
CO	100	225	972

2.3 Surveillance des rejets dans l'atmosphère

2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une surveillance de ses rejets dans les conditions suivantes :

N° de conduit	Installations	Fréquence	Enregistrement	Paramètres	Fréquence de transmission
Conduit n°1	Dépoussiéreur	annuelle	Non	Débit, vitesse, concentration, poussières	Annuelle
Conduit n°2	Chaudières	Tous les 3 ans	Non	Débit, vitesse, O ₂ , NOX, CO	Dès la mise en service

3 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

3.1 Prélèvements et consommations d'eau

3.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m ³ /an)
Réseau d'eau	MEL	3400

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 2l/s/ha.

3.1.2 Alimentation spécifique à usage sanitaire

Une cuve de 20m³ de récupération d'eaux pluviales alimente les sanitaires (chasses d'eau des WC).

3.2 Conception et gestion des réseaux et points de rejet

3.2.1 Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- effluents n°1 : eaux vannes, assimilables à des effluents domestiques (sanitaires pour le personnel) ;
- effluents n°2 : eaux pluviales non polluées (toitures du bâtiment D) après passage par un bassin tampon et eaux pluviales susceptibles d'être polluées (eaux de ruissellement provenant des voiries) traitées par un séparateur hydrocarbures ;
- effluents n°3 : eaux pluviales non polluées (toitures des autres bâtiments) ;
- effluents n°4 : trop plein des eaux pluviales de la zone de stationnement des véhicules légers.

Les réseaux de collecte des effluents engendrés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Référence	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou station de traitement collective	Conditions de raccordement
Effluents n°1	Eaux sanitaires	Réseau d'assainissement public	Station d'épuration urbaine de Wattrelos	Autorisation de raccordement
Effluents n°2	Eaux pluviales de voirie Eaux pluviales de toiture (bâtiment D)	Réseau d'assainissement public	Station d'épuration urbaine de Wattrelos	Autorisation de raccordement
Effluents n°3	Eaux pluviales de toiture (autres bâtiments)	Réseau d'assainissement public	Station d'épuration urbaine de Wattrelos	Autorisation de raccordement
Effluents n°4	Trop plein des eaux pluviales du parking VL	Réseau d'assainissement public	Station d'épuration urbaine de Wattrelos	Autorisation de raccordement

3.2.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au préfet.

3.3 Limitation des rejets des eaux pluviales

3.3.1 Caractéristiques des rejets externes

Les eaux pluviales de voiries (effluents n°2) respectent les valeurs limites en concentration ci-dessous, avant rejet au milieu considéré.

Effluents n°2

- Température maximale : 30°C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5.

Paramètre	Concentration maximale (mg/l)	Flux journalier (kg/j)
MES	100	≤ 15
	35	> 15
DBO5	100	≤ 30
	30	> 30
DCO	300	≤ 100
	125	> 100
Hydrocarbures totaux	10	>0,1

L'effluent n°2 est traité par débourbeur/déshuileur avant raccordement au réseau public. Le débourbeur/déshuileur est nettoyé par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement les justificatifs du nettoyage du débourbeur/déshuileur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets afférents.

3.4 Surveillance des prélèvements et des rejets

3.4.1 Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Les résultats sont portés sur un registre tenu à disposition de l'inspection de l'environnement.

3.4.2 Contrôle des rejets

L'exploitant réalise un contrôle annuel de la qualité des eaux pluviales (effluents n°2) portant sur l'ensemble des paramètres réglementés à l'article 3.3.1.

4 AUTORISATIONS EMBARQUÉES ET MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION

4.1 Dérogations à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés

Une dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés n'est pas nécessaire sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- la suppression de la renouée du japon est réalisée en dehors des périodes de nidification de l'avifaune ;
- la haie qui vient en remplacement de cette espèce invasive est composée de 3 rangées avec des essences d'origine végétale locale validée par le conservatoire botanique national de Bailleul (CBNBI) et est d'une longueur a minima équivalente à la surface de végétation détruite. La haie fait l'objet d'un suivi afin de s'assurer de sa bonne reprise et d'une gestion pérenne ;
- au regard de l'activité de la Pipistrelle commune sur le site, 5 gîtes à chiroptères sont posés et répartis sur les bâtiments ;
- en raison de la difficulté d'observation des nids de certains passereaux, au moins trois nichoirs à moineaux sont intégrés et répartis sur les bâtiments.

5 PROTECTION DU CADRE DE VIE

5.1 Limitation des niveaux de bruit

Les zones à émergence réglementée sont définies par le plan en annexe 4.

5.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Points de mesure 1 à 8	70 dB(A)	60 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan joint en annexe 4.

5.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée 6 mois au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans.

5.1.3 Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

5.2 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

5.3 Insertion paysagère

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site est maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement, etc.).

6 PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

6.1 Conception des installations

6.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu

Bâtiment	Murs et planchers	Charpente	Toiture
Atelier A	Murs brique 240mm Plancher béton	Poteaux fonte et charpente métallique	Bac acier multicouches
Atelier B	Murs brique 240mm Plancher béton	Poteaux fonte et charpente métallique	Bac acier multicouches
Atelier C	Murs brique 240mm Plancher béton	Poteaux fonte et charpente métallique	Bac acier multicouches
Bâtiment D (production)	Plaques béton 100mm bardage double peau métallique Plancher béton	Poteaux métalliques et charpente métallique	Bac acier multicouches
Bâtiment D (stockage)	bardage double peau métallique Plancher béton	Poteaux métalliques et charpente métallique	Bac acier multicouches

Les ateliers sont isolés entre eux par des parois et portes coupe-feu 2 heures.

La cellule de stockage est isolée de la partie production par un mur REI 120 et des portes coupe-feu EI 120.

Le local chaufferie est situé dans la partie entrepôt, il en est isolé par des murs coupe-feu REI 120 . Il n'est accessible que par l'extérieur du bâtiment.

Le local de stockage des produits chimiques et le local de charge sont respectivement isolés par des murs coupe-feu REI 120 et porte coupe EI 120.

Les locaux techniques TGBT présentent un degré coupe-feu REI120.

Des panneaux visibles depuis le sol portant la mention « Mur coupe-feu 2 heures » permettent de matérialiser les murs coupe-feu afin qu'ils soient repérables depuis l'extérieur.

En cas d'incendie :

- la cinétique d'incendie est compatible avec l'évacuation des personnes ;
- la tenue au feu de la structure métallique porteuse du bâtiment est compatible avec l'évacuation des personnes et l'intervention des services de secours .

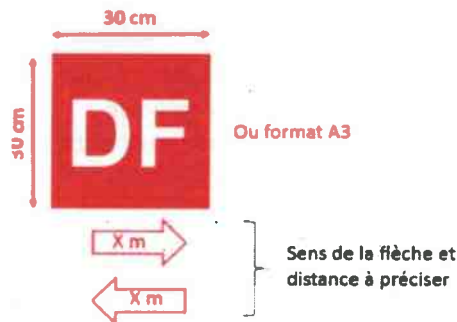
Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.1.2 Désenfumage

Les bâtiments accueillant les installations classées sont équipées en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs sont adaptés aux risques particuliers de l'installation et sont à commande automatique et manuelle.

Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès dont l'ouverture est rendue possible depuis l'extérieur. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.

Le logo ci-dessous est apposé, sur la surface extérieure des issues du bâtiment se trouvant à proximité des commandes de désenfumage. La flèche doit indiquer le côté et la distance où se trouvent les commandes par rapport à l'issue.



La surface utile de ces dispositifs d'ouverture n'est pas inférieure à 1% de la superficie à désenfumer pour les ateliers et 2 % au niveau de l'entrepôt. Aucun exutoire est situé dans la bande des 5 mètres prévue au point 6 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 susvisé.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellules.

Tous les dispositifs sont fiables, composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12101-2, version mai 2017, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus.

Les bâtiments sont divisés en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 m² et d'une longueur maximale de 60 mètres.

Des amenées d'air frais sont assurées par des fenêtres portes donnant sur l'extérieur ou portes de quai et assure pour les ateliers une surface d'au moins 1% et pour la cellule de stockage une surface d'au moins de 2 % ; ces pourcentages sont déterminés par rapport à la surface du plus grand canton de la zone recoupée par des murs coupe-feu REI 120.

Chaque écran de cantonnement est constitué soit par des éléments de la structure (couverture, poutre et murs), soit par des écrans fixes, rigides ou flexibles, soit par des écrans mobiles asservis à la détection incendie. Ces écrans de cantonnement sont DH 30. Les équipements conformes à la norme NF EN 12101-1 (version de décembre 2005) et à son annexe A1 (version de juin 2006) sont présumés répondre à cette disposition. Les écrans ont une hauteur minimale d'un mètre.

Un plan de repérage des différents cantons est apposé à proximité des commandes de désenfumage.

Pour un canton il doit n'y avoir qu'une seule commande pour actionner l'ouverture des exutoires d'un canton.

6.1.3 Organisation des stockages

Les stocks de produits chimiques sont entreposés dans le local des produits chimiques. Un dispositif d'extinction automatique (extincteur pendulaire) est placé au-dessus des fûts d'huile.

Les aérosols sont entreposés dans une armoire coupe-feu 1 heure avec rétention intégrée et localisée dans le local de stockage des produits chimiques.

Dans la cellule de stockage, une bande de 7 m interdisant tout stockage est matérialisée, la localisation de cette bande est reprise en annexe 3. Cet espace sert de couloir de circulation des chariots.

Dans la cellule de stockage, les matières sont stockées en masse et forment des îlots limités de la façon suivante :

- 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;
- 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;
- 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum ;
- 4° Une distance de 1 m est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure.

6.1.4 Stockage extérieur

Les stockages de produits combustibles éventuels situés à l'extérieur du bâtiment doivent être séparés des parois extérieures de ce dernier par un espace libre de 10 m minimum.

Pour ces stockages extérieurs éventuels l'exploitant justifie que les effets létaux significatifs (seuil des effets thermiques de 8 kW/m²) restent à l'intérieur du site.

6.1.5 Atelier de production

Sans préjudice des dispositions générales reprises au travers de l'arrêté, les dispositions du présent article s'appliquent aux ateliers de production.

La présence d'un opérateur est systématique lors du fonctionnement des machines.

Les quantités de matières combustibles dans les ateliers de production sont en permanence limitées à la quantité juste nécessaire permettant d'atteindre un rythme de production optimal.

Des moyens de sécurité spécifiques sont présents au niveau des machines, en particulier :

- des détecteurs de détections métalliques à l'entrée des cardes ;
- des dispositifs d'extinction automatique au niveau des chargeuses de cardes ;
- des régulations d'humidité dans l'ensemble des ateliers ;
- deux unités de traitement des poussières.

L'atelier est équipé de dispositifs type « arrêt d'urgence » judicieusement implantés et répartis, permettant de couper soit l'alimentation électrique des machines, soit l'air comprimé, soit le fonctionnement des filtres de traitement des rejets atmosphériques.

Les installations, machines et équipements sont entretenus selon les préconisations des fabricants.

Des procédures, instructions ou consignes sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise de l'exploitation des équipements dans les conditions de sécurité optimales. Les phases de mise à l'arrêt et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telle procédures.

L'exploitant définit les consignes internes rigoureuses concernant la propreté de la zone de production et l'absence d'accumulation de poussières, en particulier en zones potentiellement à l'origine d'atmosphère explosive potentielle, et établit un planning de nettoyage avec traçabilité des interventions.

6.1.6 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

L'accès au site se fait par deux entrées, la 1^{ère} rue du Général Drouot principalement pour les VL et la 2nd : rue du Lieutenant-Colonel Duchatelet.

L'exploitant définit en collaboration avec les services du SDIS les modalités d'accès au site en dehors des périodes de fonctionnement de ce dernier.

En dehors des heures de présence sur site, le portail devra pouvoir être commandé à distance ou être ouvrable dans les 5 minutes après l'alerte des secours ou déverrouillable par une polycoise en dotation au SDIS du Nord.

Une voie engins au moins est maintenue dégagée pour :

- desservir les façades principales des bâtiments ;
- l'accès aux bâtiments ;
- l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens ;
- l'accès aux aires de stationnement des engins.

Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction et est située à moins de 5 mètres des points d'eau incendie (PEI).

Elle comporte une matérialisation au sol avec panneau d'interdiction de stationner sauf pour les véhicules de lutte contre l'incendie.

Les aires permettant la mise en station des engins pour la mise en œuvre des PEI respectent les dispositions suivantes :

- largeur minimale utilisable de 4 m sur une longueur de 8 m minimum ;
- force portante 160 ou 320 kN avec un maximum de 90 ou 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3 m 60 minimum et présentant une résistance minimale au poinçonnement de 88 N/cm² ;
- pente comprise entre 2 et 7 % ;
- distance du PEI / 5M maximum ;
- elle comporte une matérialisation au sol avec un panneau d'interdiction de stationner sauf pour les véhicules de lutte contre l'incendie.

6.1.7 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

L'exploitant dispose :

- d'une rétention d'un volume disponible en permanence d'au minimum 790 m³ pour le confinement des eaux polluées issues du bâtiment regroupant les halls A, B et C. Celle-ci est assurée par le confinement des eaux sur une hauteur de 50 cm au niveau de la cave étanche d'une surface de 1600 m² ;
- d'un bassin de rétention d'un volume disponible en permanence d'au minimum de 918 m³ pour le confinement des eaux polluées issues du bâtiment regroupant l'entrepôt et le hall D.

En cas d'incendie, une procédure décrit les modalités d'arrêt de tout dispositif de relevage ainsi que la fermeture des vannes de barrage permettant d'isoler le réseau pluvial de l'établissement avec l'extérieur. Le personnel affecté à ces opérations est nommé ou désigné dans cette procédure. Des tests sont régulièrement réalisés afin de s'assurer de l'efficacité de cette procédure.

Les eaux recueillies dans les dispositifs de confinement sont analysées et rejetées dans le respect des dispositions de l'article 3.3.1 du présent arrêté. En cas de non-respect des valeurs limites d'émission, elles sont éliminées vers une filière de traitement des déchets appropriées.

Avant la mise en service des installations, l'exploitant procède à la vérification complète de son réseau d'assainissement et de toutes les voiries (routes, trottoirs et quais) afin de s'assurer de leur bonne étanchéité. Les conclusions et justificatifs de la réalisation des éventuels travaux réalisés après contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement.

6.2 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

6.2.1 Moyens de lutte contre l'incendie

Les différents matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- d'un réseau de robinets d'incendie armés alimentés par un surpresseur secouru ;
- un système de détection automatique d'incendie avec report d'alarme en dehors des horaires d'ouverture ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.

La quantité d'eau mise à disposition pour l'extinction doit être au minimum de 660 m³ utilisables pendant deux heures (330m³/h).

Elle est assurée par 1 poteau d'incendie privé de diamètre 100 mm alimenté par le réseau public et complété par des poteaux publics.

Justifier, auprès du SDIS et à l'inspection de l'environnement, de la disponibilité du volume d'eau requis dans le cadre de la défense extérieure contre l'incendie, avant la mise en exploitation, ainsi que tous les trois ans.

Signaler, numéroté et entretenir les points d'eau incendie (PEI) conformément aux dispositions reprises dans le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie du département du Nord.

Les points d'eau incendie permettant de délivrer le débit ou le volume calculé pour assurer les opérations d'extinction doivent être situés en dehors du flux de 3 kW/m².

Permettre au SDIS d'effectuer :

- la reconnaissance opérationnelle initiale des points d'eau incendie (PEI) ; à ce titre, il y aura lieu de fournir au SDIS, le procès verbal de réception des PEI ;

- la reconnaissance opérationnelle annuelle des PEI. A ce titre, il y aura lieu de fournir au SDIS le rapport de contrôle technique des PEI comprenant la mesure de débit des hydrants, (y compris en simultané) et/ou volume utile des réserves ou citernes incendie.

Avertir sans délai le centre de traitement d'alerte territorialement compétent en cas d'indisponibilité des PEI, ainsi que le retour à l'état de disponibilité de ces derniers, selon les modalités définies par le SDIS. Remédier aux indisponibilités dans les délais les plus brefs.

6.2.2 Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations (eu égard notamment aux risques d'incendie et risques ATEX), la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre ;
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- la conduite à tenir en cas de déversement accidentel de produits ;
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité ;
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci ;
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Suivant la nature de leur intervention, les personnels sous-traitants doivent bénéficier d'une information ou d'une formation appropriée.

6.2.3 Consignes générales d'intervention

Le plan de défense incendie est réalisé en concertation avec le SDIS avant la mise en exploitation.

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant en aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

Des consignes définissent également les modalités de prévention et de gestion des pollutions en cas de sinistre (confinement des eaux d'extinction, gestion des écoulements accidentels, suivi des retombées atmosphériques,...).

6.2.4 Surveillance des effets sur l'environnement en situation accidentelle et post-accidentelle

L'exploitant établit, à partir de son étude de dangers, la liste des substances susceptibles, si elles sont libérées, de générer des effets toxiques hors site et des retombées au sol.

Des consignes sont établies afin de préciser :

- les dispositions spécifiques à mettre en œuvre lors d'un incident ou accident impliquant ces substances pour limiter autant que possible leurs émissions (produits inhibiteurs, produits absorbants, pompage rapide des rétentions...) ;
- les méthodes de prélèvement et d'analyse disponibles et adaptées pour chacune de ces substances ;
- les modalités opérationnelles de prélèvement et de mesures selon la durée de l'événement ;
- les modalités d'activation de la chaîne de prélèvement et d'analyses.

Les conditions météorologiques observées lors d'un incendie (direction, intensité du vent, épisodes de pluie, nébulosité,...) font l'objet d'un enregistrement.

6.3 Autres dispositifs et mesures de prévention des accidents

Les dépoussiéreurs sont installés afin que les effets létaux et irréversibles pour la vie humaine ne dépassent pas les limites du site.

7 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

7.1 Prévention et gestion des déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :

- a) La préparation en vue de la réutilisation ;
- b) Le recyclage ;
- c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- d) L'élimination.

L'exploitant traite ou fait traiter les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. il s'assure que les installations utilisées pour ce traitement sont régulièrement autorisées à cet effet.

7.2 Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations ainsi que les quantités maximales entreposées sur site avant évacuation sont les suivants :

Type de déchets	Origine	Code déchets	Quantité générée (t/an)	Filière de traitement
Carton	Emballages	15 01 01	40	Valorisation matière R3
Plastique	Films d'emballage	15 01 02	50	Valorisation matière R3
Palettes bois endommagées	Manutentions, transports	15 01 03	110	Valorisation matière R3 ou valorisation énergétique R1
Métaux	Maintenance, travaux	17 04 07 20 01 40	10	Valorisation matière R3
DIB résiduels	Tous services	20 03 01	135	Valorisation énergétique R1
Déchets de curage de séparateurs hydrocarbures	Réseau eaux pluviales	13 05 07*	5	Traitement D9

8 CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS

8.1 Conditions particulières relatives à la rubrique 1510

8.1.1 Point 2 Règles d'implantation de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017

En lieu et place des dispositions du point 2.II de l'annexe II, reprises ci-après, de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

« Pour les installations soumises à déclaration, les parois extérieures de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont éloignées des limites du site de a minima 1,5 fois la hauteur, sans être inférieures à 20 m, à moins qu'un dispositif séparatif E120 soit mis en place, et que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site. »

L'exploitant respecte les dispositions suivantes :

La distance minimale entre la paroi extérieure du bâtiment entrepôt et la limite de propriété est de 13 mètres. Une bande de 7 m interdisant tout stockage est matérialisée, la localisation de cette bande est reprise en annexe 3.

L'exploitant justifie que les effets létaux significatifs (seuil des effets thermiques de 8 kW/m²) restent à l'intérieur du site.

8.1.2 Point 3.2 Voies « engins » de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017

En lieu et place des dispositions de l'alinéa 1 du point 3.2 de l'annexe II, reprises ci-après, de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

« Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour :

- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;
- l'accès au bâtiment ;
- l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ;
- l'accès aux aires de stationnement des engins. »

L'exploitant respecte les dispositions suivantes :

« Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour :

- la circulation au moins sur la périphérie des 2/3 du bâtiment, comme repris sur le plan en annexe 5 ;
- l'accès au bâtiment ;
- l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ;
- l'accès aux aires de stationnement des engins. »

8.1.3 Point 3.3.1 Aires de mise en station des moyens aériens de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017

En lieu et place des dispositions de l'alinéa 3 du point 3.3.1 de l'annexe II, reprises ci-après, de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

« Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens aériens. Au moins deux façades sont desservies lorsque la longueur des murs coupe-feu reliant ces façades est supérieure à 50 mètres. »

L'exploitant respecte les dispositions suivantes :

« Deux aires de mise en station des moyens aériens sont aménagées conformément au plan présent dans le dossier d'autorisation et validé par le SDIS du Nord (annexe 5) ;

Ces aires respectent les caractéristiques énumérées au point 3.3.1 Aires de mise en station des moyens aériens de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 ».

8.1.4 Compartimentage de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017

En lieu et place des dispositions du dernier alinéa du point 6 de l'annexe II, reprises ci-après, de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

« La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, « des moyens fixe ou semi-fixe » d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ;

- les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. Cette disposition n'est pas applicable si un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture, est mis en place. »

L'exploitant respecte les dispositions suivantes :

« La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, « des moyens fixe ou semi-fixe » d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ;

En l'absence de parois séparatives dépassant d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement, un flocage sous toiture de 5 m en matériaux A2 s1 d1 est mis en place de part et d'autre des parois. »

9 DISPOSITIONS FINALES

9.1 Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97 du code de l'environnement.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;

2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;

3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du Code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

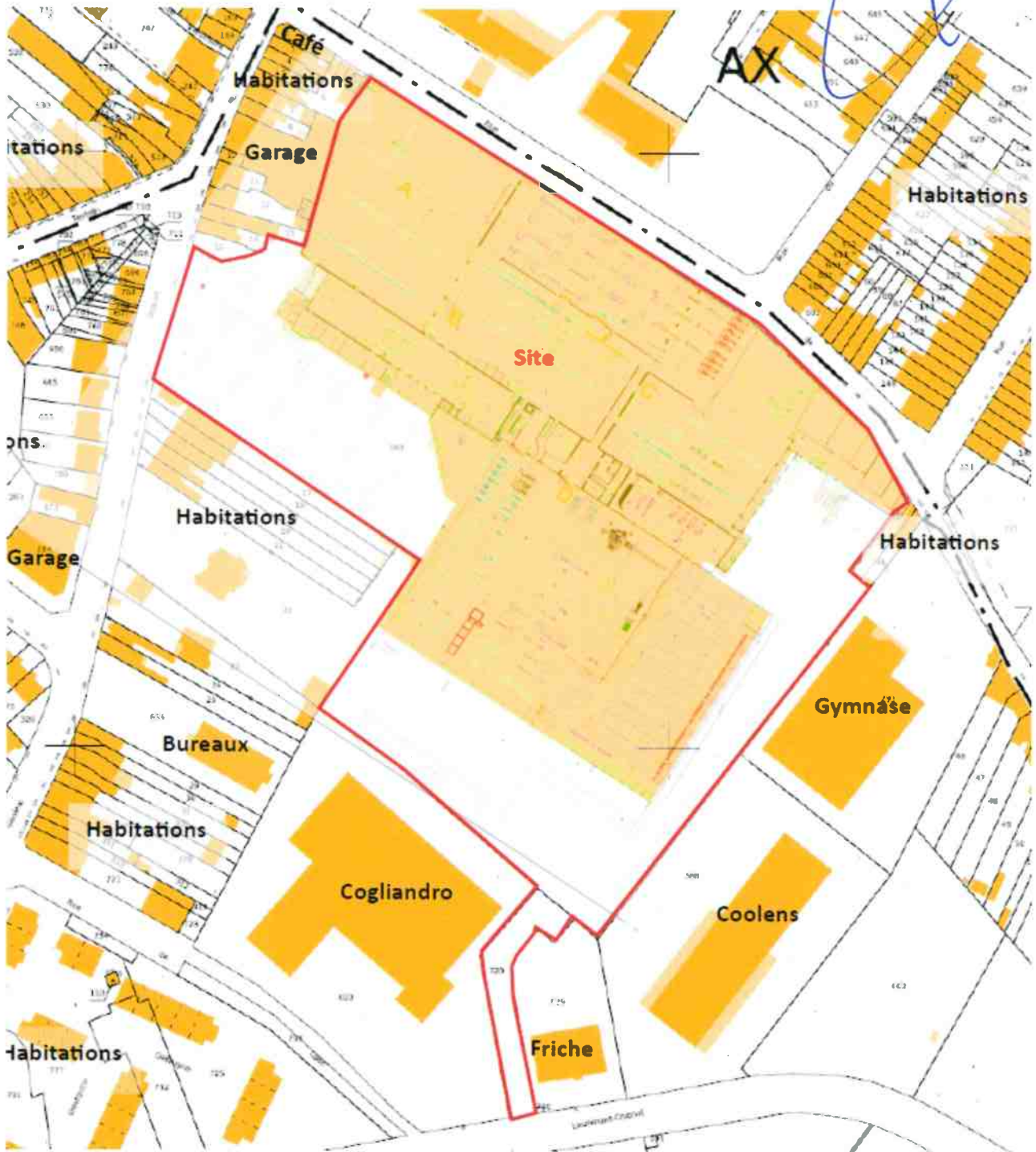
10 MODIFICATION ET COMPLÉMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions suivantes sont supprimées par le présent arrêté :

Références des actes administratifs antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions)
Arrêté préfectoral du 4 avril 2025	Totalité	Suppression

ANNEXE 2 : LIMITES ICPE DU SITE

Guillaume AFONSO



LIMITES ICPE ———

Guilford County



18 AOUT 2025

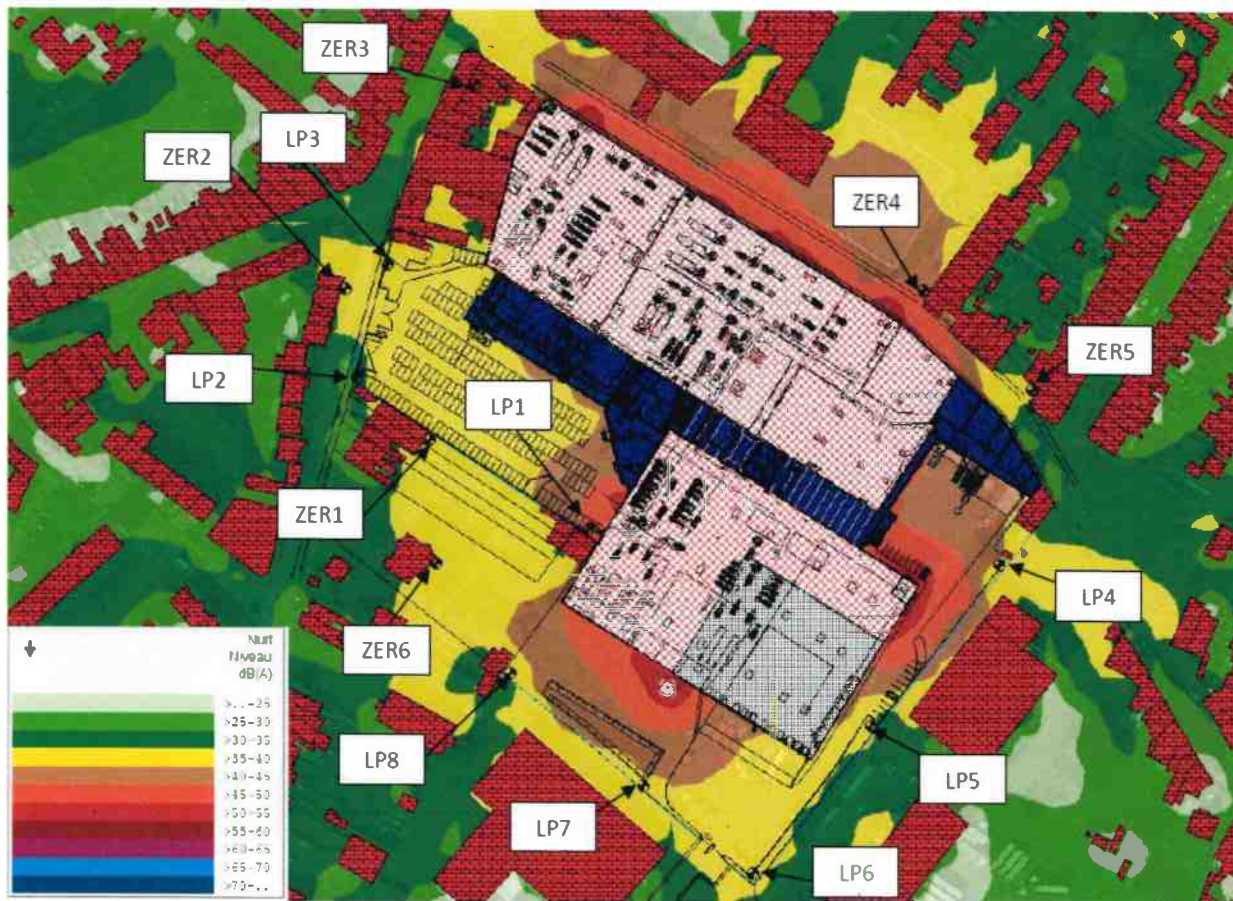
Guillaume AFONSO

Signature



Guillaume AFONSO

ANNEXE 4 : PLAN DE LOCALISATION DES POINTS DE MESURE DES ÉMISSIONS SONORES

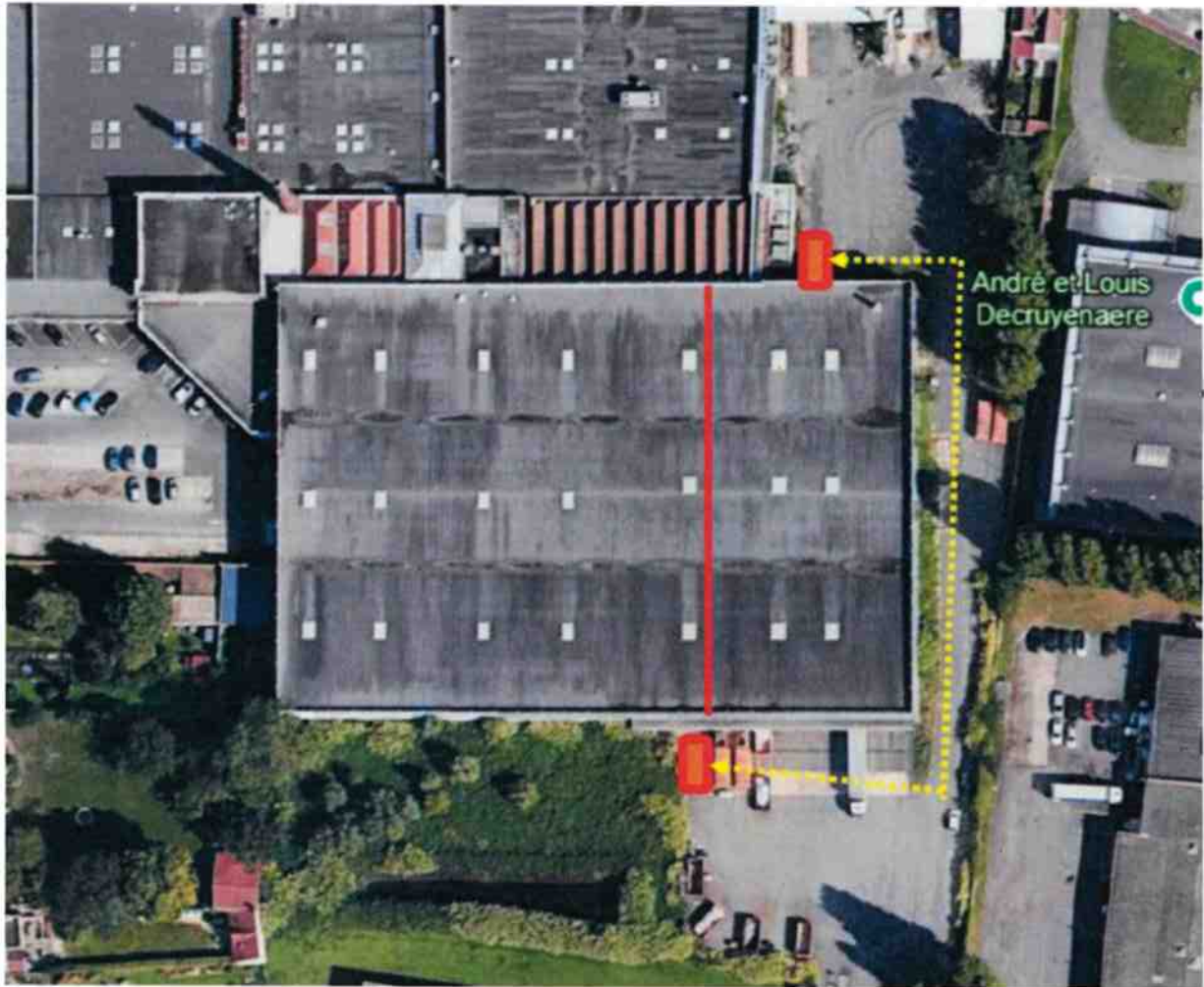


VU POUR ETRE ANNEXE
à mon acte en date du 18 AOUT 2025

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général Adjoint

Guillaume AFONSO

**ANNEXE 5: PLAN DE LOCALISATION DES AIRES DE MISE EN STATION DES MOYENS AÉRIENS
CELLULE DE STOCKAGE**



CRIMINAL POSITIVE